

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/864-la-faim-15-euros-par-personne-et.html>

La faim : 15 euros par personne et par an

- Thèmes généraux - Divers -

Date de mise en ligne : mercredi 25 octobre 2000

Journal La Mée Châteaubriant

(écrit le 25 octobre 2000)

90 francs par personne et par an

Plus de 800 millions de personnes, soit 13 % de l'humanité, « souffrent toujours de la faim et des maladies liées à la sous-alimentation », constate l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) dans son rapport 2000

« Les progrès réalisés montrent que l'objectif de l'éradication de la faim demandera de gros efforts mais qu'il est réalisable » â€”. « Les techniques et les ressources nécessaires sont à notre portée », renchérit le directeur général de la FAO, Jacques Diouf. « Si nous ne parvenons pas à éradiquer la faim, la seule excuse que nous pourrions évoquer face aux générations à venir sera celle de l'ignorance, du manque de clairvoyance et de l'égoïsme », affirme-t-il dans son rapport « l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde » publié le 16 octobre 2000

De fait, pour les experts de la FAO qui tirent également les leçons de 50 ans de modernisation agricole, « la production mondiale est aujourd'hui plus que suffisante pour nourrir convenablement 6 milliards d'êtres humains ». Mais si la sous-alimentation a diminué en Asie, et si la famine est devenue un phénomène exceptionnel, l'Afrique demeure le continent le plus touché.

La FAO relève que dans les pays en développement et en transition, près de 1,2 milliard de personnes, soit un quart de la population environ, vivent avec moins de 8 francs par jour ce qui Â» leur permet tout juste de survivre Â».

L'homme responsable

Le rapport met aussi l'accent sur l'effet dévastateur des guerres, conflits armés et troubles civils (entre 30 et 40 à la fin du XXe siècle), qui restent « des causes majeures d'insécurité alimentaire ». A cet égard, « les conflits internes sont plus dévastateurs pour la population rurale, que les conflits avec d'autres pays ». Ainsi, la présence de mines et de munitions non explosées peut rendre Â» impossible Â» la reconstruction de communautés rurales après un conflit.

Alors que l'homme était la cause de 10 % des crises alimentaires en 1984, il était responsable de plus de 50 % d'entre elles en 1999, souligne la FAO en notant que les catastrophes naturelles ont également marqué les 15 dernières années.

L'organisation des Nations Unies a calculé qu'il faudrait dépenser 13 dollars par personne et par an (soit environ 90 F) pour fournir suffisamment de nourriture pour assurer le minimum nutritionnel aux personnes sous alimentées.

« Les pertes dues aux conflits dans les pays en développement ont dépassé le total des aides alimentaires de toute nature fournies à ces pays dans les années 80 et 90 », poursuit le rapport. A titre d'exemple, de 1980 à 1989, le montant des pertes a été d'environ 37 milliards de dollars alors que l'aide s'est élevée à 29 milliards.

Le climat est « fou »

Outre les conflits armés, indique la FAO, la situation défavorable de l'alimentation et de l'agriculture à la fin du siècle dernier est la conséquence « de conditions climatiques particulièrement mauvaises, de l'incidence économique de la crise financière qui a éclaté en 1997, et de la chute des prix de plusieurs des principaux produits d'exportation des pays en développement » (Rappelons que ces accidents climatiques, dus à une destruction de l'environnement par les pays riches, commencent aussi à frapper durement les pays riches !)

Croissance : le coût économique de la faim

Parallèlement, à son rapport annuel, la FAO a présenté une étude technique sur « le coût économique de la faim » et montré que la faim limite la croissance, des pays défavorisés.

Basée sur les données fournies par 110 pays pour la période 1960-1990, cette étude, réalisée par Jean-Louis Arcand, professeur d'économie à l'université d'Auvergne (France), montre en particulier que :

« si la disponibilité énergétique alimentaire avait été de 2.770 kcal par personne et par jour dans un échantillon de pays où elle était inférieure à ce niveau, le taux de croissance annuelle du PIB (produit intérieur brut) aurait augmenté de 0,8 % »

Un impact qui aurait été d'autant moins négligeable que le taux de croissance annuel moyen des pays étudiés était d'environ 2 % au cours de la période considérée.

Voir aussi le site <http://www.fao.org>

[De la luzerne pour les meurt-de-faim](#)

Suite : quand la famine fait des heureux

Ecrit le 22 octobre 2003 :

« Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement... réaffirmons le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive ». C'était la déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, 1996 .

840 millions de personnes continuent à souffrir de faim chronique, dont 799 millions dans les pays en développement. Au cours des huit dernières années, ce chiffre n'a diminué que de 2,5 millions par année. À ce rythme, l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation ne sera atteint qu'en 2115.

Le monde est obnubilé par la crainte du terrorisme, la recherche de la sécurité. Préoccupation de pays riches. Qui s'inquiète de la sécurité alimentaire, droit fondamental d'être à l'abri de la faim ?

Le droit à la nourriture n'est pas respecté quand l'accès à l'alimentation est bloqué pour des raisons de race, de sexe, de langue, de religion ou d'obédience politique.

Un enfant toutes les 7 secondes

Dans le monde, un enfant meurt de faim toutes les sept secondes. Un monceau de cadavres ... L'opinion publique se mobilise de temps en temps en faveur de certaines « causes », de même que les mouvements de citoyens animés par une indignation généreuse. Mais la famine fait des heureux : comme ces céréaliers ravis de profiter de la famine pour justifier la production et l'exportation de denrées génétiquement modifiées.

Les affameurs, relayés par les organisations humanitaires soucieuses de drainer fonds publics et privés en faveur des affamés, jouent particulièrement sur la symbolique de l'enfant : enfant affamé, enfant soldat, enfant esclave... L'opinion publique zappe de drame en drame, avec l'impression que le tiers-monde s'identifie à un vaste réservoir de malheurs en série, à un nombre incalculable de victimes innocentes et anonymes, corps souffrants dont il s'agit avant tout de panser les plaies.

Mais on lui cache que les crises alimentaires qui sévissent ici et là, frappant les plus vulnérables, ne doivent plus rien à la fatalité.

(d'après Sylvie Brunel)(1)

(écrit en décembre 2002)

Quand la famine fait des heureux...

L'Afrique a faim ... Mais à de rares exceptions près, les pays touchés n'ont aucune raison « naturelle » de souffrir de la faim. Le Zimbabwe était il y a peu le grenier de l'Afrique australe, les deux Congos, très peu peuplés, disposent d'un potentiel alimentaire considérable. Alors ? Comment expliquer ces 38 millions de personnes menacées par la famine ? Certes, l'Afrique est un continent vulnérable, dont plus du tiers de la population souffre de faim chronique. La pauvreté, la négligence des gouvernements envers l'agriculture, qui explique que les rendements n'ont pas augmenté depuis trente ans, la crise économique, le sida qui affaiblit certaines campagnes... toutes ces raisons permettent d'expliquer l'ampleur de la malnutrition chronique. Mais elles ne justifient pas la famine.

En réalité, les famines « modernes » se sont multipliées depuis l'effondrement du rideau de fer : elles sont la conséquence de la nécessité, pour un certain nombre de mouvements politiques, de chercher de nouvelles rentes. Les gouvernements laissent pourrir la situation, gaspillent les stocks de sécurité, puis crient à l'aide, relayés par les agences d'aide, qui profitent des urgences pour reconstituer leurs budgets, en proie à la « fatigue » des donateurs.

La manipulation de l'aide alimentaire est née en même temps que l'humanitaire d'urgence. Déjà au Biafra, en 1969-1970, le général Ojukwu avait su jouer de la famine entretenue du peuple Ibo pour capter à son profit le capital de sympathie de l'opinion publique.

La famine remplit ainsi un triple objectif. Elle permet à certains régimes :

« de recevoir des moyens financiers et matériels sans rapport avec l'aide chichement octroyée en temps normal ;

« d'asseoir la légitimité politique interne en orchestrant les distributions de nourriture ;

« de contrôler certaines populations gênantes ou périphériques par le biais de l'arme de la faim.

Dans ce contexte, tout le monde a intérêt à la surenchère : le nombre des affamés n'en finit pas d'enfler parce que les gouvernements veulent recevoir le maximum d'aide et que les agences d'aide exagèrent l'ampleur des besoins, afin d'anticiper la décote que des donateurs las d'être sollicités appliqueront d'eux-mêmes aux quantités demandées.

Dans la nouvelle société mondiale où information et « charity business » sont étroitement liés et marchandisés, la création de famines relève d'une logique marchande comme une autre, même si elle peut apparaître particulièrement cynique. Il s'agit, pour des Etats comme pour des mouvements politiques aspirant à la conquête du pouvoir, d'utiliser les ressorts de fonctionnement des sociétés occidentales pour capter à leur profit moyens financiers et logistiques. Connaissant parfaitement la capacité de mobilisation de l'opinion publique en faveur de certaines « causes » et la puissance des groupes de pression (mouvements de citoyens animés par une indignation généreuse, mais aussi lobbies d'entreprises aux motivations tout autres, comme ces céréaliers ravis de profiter de la famine pour justifier la production et l'exportation de denrées génétiquement modifiées), les affameurs, relayés par les organisations humanitaires soucieuses de drainer fonds publics et privés en faveur des affamés, jouent particulièrement sur la symbolique de l'enfant : enfant affamé, enfant soldat, enfant esclave...

Annoncée par la gigantesque mobilisation pour l'Ethiopie en 1984, avec sa polémique sur l'utilisation de l'aide par Mengistu pour organiser les transferts de populations, cette stratégie de la manipulation des médias et des opinions publiques s'est généralisée. L'opinion publique zappe de drame en drame, avec l'impression que le tiers-monde s'identifie à un vaste réservoir de malheurs en série, à un nombre incalculable de victimes innocentes et anonymes, corps souffrants dont il s'agit avant tout de panser les plaies.

L'Ethiopie, en 2000, a misé sur sa charge symbolique très forte pour exposer les difficultés de la population de l'Ogaden... qu'elle n'avait rien fait pour secourir, alors que la pénurie alimentaire s'y annonçait depuis deux ans. Elle poursuit aujourd'hui la même stratégie. Encore s'agit-il d'un des pays les plus exposés au risque alimentaire.

Mais que dire d'autres que rien ne prédispose à connaître la faim (abondance des précipitations, faibles densités de population, terres riches et fertiles, ressources pétrolières, diamantifères, minières et agricoles de premier plan) ?

Les crises alimentaires qui y sévissent, frappant les plus vulnérables, ne doivent plus rien à la fatalité.

Comme l'écrit le Prix Nobel d'économie Amartya Sen : « La prévention des famines met en jeu des mesures si faciles que la véritable énigme tient à ce qu'elles continuent de sévir. »

L'arsenal de prévention des famines est connu depuis plus d'un siècle. Par exemple, lâcher à temps des stocks de sécurité sur les marchés permet de faire baisser les prix et d'éviter que des franges entières de population soient marginalisées. Encore faut-il que ces stocks n'aient pas été dilapidés...

Alors aidons, puisque les souffrances de certains peuples sont réelles et nécessitent notre solidarité. Mais ne soyons plus dupes : exigeons de conditionner l'aide à des contrôles stricts sur ses destinataires et sa distribution. Ne déversons plus des tombereaux de céréales dans des pays où les vrais affamés n'en connaîtront pas le goût, contrairement aux proches du régime. Refusons d'entrer dans le piège de la compassion aveugle, pour exiger que soient enfin mis en oeuvre de véritables « contrats de développement » entre les pays les plus pauvres et une coopération internationale enfin repensée dans le sens d'une véritable lutte contre la pauvreté.

Investir dans l'éducation, et notamment des petites filles, mettre en place des programmes de santé, relancer la petite agriculture familiale dans un contexte de paix et de sécurité sont les seuls moyens de permettre à l'Afrique de ne plus jamais avoir faim, quels que soient les caprices du ciel.

par Sylvie Brunel

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 19.12.02 du journal Le Monde

Ecrit le 13 juin 2007

Etats-Unis : le coût de la faim

35 millions de personnes n'ont pas assez à manger. La faim coûte plus de 90 milliards de dollars par an (baisse de productivité, frais médicaux, dons aux banques alimentaires), selon une étude aux USA.

http://www.helpstophunger.org/pdfs/economic_cost_of_domestic_hunger.pdf

[Ils ont faim, nous mourrons](#)

Post-scriptum :

(1) Sylvie Brunel, ancienne présidente d'Action contre la faim, est professeur de géographie du développement à l'université Paul-Valéry - Montpellier-3